

LE TEMPS

Le Temps

Economie, jeudi 30 juin 2011

Ethos juge injustifiée la hausse des salaires des grands banquiers

Les revenus ont progressé quatre fois plus que dans les autres secteurs. L'instauration d'un vote consultatif continue à progresser

Sébastien Dubas

«Que 2010 ait été une année plutôt positive pour le domaine financier ne justifie en rien une telle hausse.» C'est en ces termes que Dominique Biedermann a réagi face à l'augmentation des revenus des grands banquiers de 8% en 2010 alors que, dans le même temps, ils baissaient de 1% dans les autres secteurs.

Le directeur de la fondation Ethos a présenté ce mercredi à Zurich les résultats de sa sixième étude sur les rémunérations. Au total, les revenus des membres de la direction générale et du conseil d'administration de 48 sociétés - toutes comprises dans le SMI et le SMIM, les deux principaux indices boursiers en Suisse - ont été passés au crible. Le montant global s'établit à 1,29 milliard de francs, soit en augmentation de 2% par rapport à 2009.

Pour Dominique Biedermann, la progression des revenus des patrons de la finance pose deux problèmes: «D'une part, ce sont les rémunérations fixes qui ont fortement augmenté - alors qu'elles ne sont pas liées aux résultats de la société - et, d'autre part, le montant absolu des rémunérations de la direction générale est presque deux fois plus élevé dans le monde de la finance que dans les autres domaines.»

Le rapport montre aussi que les présidents du conseil d'administration des sociétés du SMI ont le plus bénéficié de la hausse des rémunérations. D'après Vincent Kaufmann, auteur de l'étude, l'explication viendrait du fait que «les quatre présidents les mieux rémunérés en 2010 - Daniel Vasella (Novartis), Franz Humer (Roche), Peter Brabeck (Nestlé) et Hansjörg Wyss (Synthes) - sont tous d'anciens directeurs généraux qui conservent, durant les premières années de leurs mandats, des rémunérations proches de celles qu'ils recevaient lorsqu'ils étaient directeurs». A tel point qu'aujourd'hui «certains membres du conseil d'administration - à l'instar de Daniel Vasella et de ses 25 millions de francs engrangés en 2010 - gagnent plus d'argent que les dirigeants exécutifs de l'entreprise», poursuit-il. L'étude montre toutefois que la rémunération des membres de la direction générale augmente elle aussi au fil des années.

Outre les montants, la structure même des rémunérations préoccupe la fondation Ethos. Pour Dominique Biedermann, «il est tout à fait normal qu'il y ait une rémunération variable (bonus) des dirigeants en fonction de la performance de l'entreprise. Mais celle-ci ne doit en aucun cas atteindre 80% à 90% des rémunérations totales - comme c'est le cas actuellement dans certaines sociétés - alors même que les objectifs n'ont pas été entièrement atteints». Selon le directeur d'Ethos, «le problème est que la majeure partie des montants attribués ne dépend pas de la réussite d'objectifs futurs de performance». Pour rappel, l'action de Credit Suisse a perdu près de 30% de sa valeur en 2010 alors que celle d'UBS a chuté de 7%.

Le président d'Ethos se réjouit tout de même de certaines avancées. En 2011, neuf sociétés supplémentaires ont accepté de soumettre leur système de rémunération à un vote consultatif de la part des actionnaires. Au final, 56% des sociétés analysées - soit 26 sur les 48 - ont procédé à un tel vote lors de leur assemblée générale de 2011 contre 38% l'année précédente. «Même s'il

s'agit d'un vote consultatif, le signal est fort pour les instances dirigeantes qui doivent accepter d'être plus transparentes - il faut expliquer aux gens sur quoi ils votent - et engager le dialogue avec les actionnaires lorsqu'ils ne sont pas d'accord avec le conseil d'administration», explique Dominique Biedermann. Cependant, Ethos considère encore que trop de sociétés attendent qu'une loi leur impose certaines mesures avant d'agir.

© 2011 *Le Temps SA. Tous droits réservés.*

Numéro de document : news·20110630·TE·3b0b585c-a280-11e0 -a69c-5b c902c0e486